



LIMINAIRE SNUipp FSU  
CAPD 12 juin 2019

19 boulevard Wallach  
68100 MULHOUSE  
Tel.: 03 89 54 92 58  
E-mail : [snu68@snuipp.fr](mailto:snu68@snuipp.fr)  
<http://68.snuipp.fr>

Une fois n'est pas coutume, le SNUipp remercie notre ministre.

Grâce à lui et à son obstination à maintenir la mise en œuvre des nouvelles modalités du mouvement, tous les collègues connaissent depuis quelques semaines leur future affectation, tous ceux qui ont demandé leur temps partiel l'ont obtenu...

Oups ! Pardon !

Je viens de me rendre compte que c'est le début de la liminaire que j'aurais rêvé lire... !

Dans la réalité, le constat est tout autre. Les collègues sont toujours en attente de leur futur poste, l'impréparation de ce mouvement les mettant dans une position d'attente très difficile.

En outre, une majorité s'est vu refuser le temps partiel demandé. Et pour cause ! Le nombre de postes attribués pour cette année n'est toujours pas à la hauteur, et d'ailleurs, il ne couvre même pas le besoin en enseignants pour les classes dédoublées : la mise en place de classes à *taille humaine* (sic) pour toutes les grandes sections, CP et CE1 n'a pas encore été mise en place... Quant aux autres niveaux, les élèves concernés attendront que les décideurs prennent la mesure de leurs conditions de scolarisation... Des petites sections à 30 voire 32, des CE2, des CM à 28, et même à plusieurs niveaux, il faut vraiment ne pas aimer nos élèves pour leur infliger ce traitement. C'est aussi pour tout cela que de nombreux collègues ressentent d'ailleurs le besoin de travailler à temps partiel, à cause de la dégradation de leurs conditions de travail. Le bien-être et la santé des personnels sont sacrifiés sur l'autel de la logique comptable.

Certains professeurs espèrent encore changer de département, en attente d'une réponse pour leur ineat-exeat, mais là encore, les déceptions se multiplieront, comme cela est le cas depuis plusieurs années.

Les refus de disponibilités contribuent eux aussi à fragiliser les collègues qui aspirent à enrichir leur quotidien de nouveaux projets, ou simplement à prendre une année sabbatique salvatrice.

Le SNUipp-FSU aimerait croire à la confiance que prône leur ministre (la bienveillance, nous l'avons oubliée depuis longtemps...) mais ce n'est pas l'article 1 de la loi Blanquer qui va nous rassurer. La loi a certes été modifiée par les sénateurs, mais elle dessine toujours un avenir inquiétant pour l'école et ses personnels.

L'apparition de la possible évaluation des adjoints par leur directeur, pourrait par exemple sonner le glas du travail d'équipe dans les écoles ! En effet, alors que le collectif fait partie des réponses aux difficultés rencontrées dans notre métier, comment travailler sereinement ensemble, sur un pied d'égalité, lorsque l'avis de votre direction peut, à terme, peser dans votre avancement ?

Autre exemple, l'interdiction d'être accompagné.e par des mamans voilées mettrait en péril de nombreuses sorties scolaires, notamment sur le territoire de Mulhouse (comment faire dans ces cas-là pour assurer l'enseignement de la natation par exemple...). Cette proposition illustre bien à quel point l'Institution méconnaît la réalité du terrain.

Enseigner en 2019, cela n'est plus à démontrer, est une tâche extrêmement complexe : les professeurs doivent transmettre des savoirs à des enfants de tous horizons, de tous niveaux, et dont l'appétence pour l'école est elle aussi très variée. Pour cela, elles/ils doivent s'adapter en permanence à des programmes qui changent à chaque nouveau gouvernement, à une hiérarchie extrêmement exigeante qui ne soutient pourtant que trop peu ses troupes. Elles/ils doivent faire face à des parents parfois intrusifs, dont les angoisses -que les enseignants comprennent généralement- mais qui deviennent parfois maltraitantes - parents soutenus trop souvent par notre hiérarchie, au mépris de la présomption d'innocence et là encore, de la réalité du terrain.

Toutes ces difficultés, il faut aussi les gérer seul.e, au quotidien, le RASED étant réduit à peau de chagrin.

Et lorsque cette conjonction de facteurs pousse les collègues à bout, cela révèle à la fois que la médecine de prévention n'a pas pu jouer son rôle, et c'est évidemment bien seul.es encore, trop souvent sans le soutien de l'employeur, qu'elles/ils devront effectuer la traversée du désert à laquelle mène irrémédiablement l'épuisement au travail.

Alors aujourd'hui, le SNUipp-FSU dénonce encore une fois, et à regret, la posture médiatique de son Ministre, qui essaie de persuader la population qu'il suffit de décréter la confiance pour qu'elle existe. Le SNUipp-FSU lui demande des actes forts, qui permettront à la profession de retrouver le goût d'enseigner en toute quiétude, en toute sécurité, et cela au bénéfice des élèves -et de leurs familles- élèves qui, nous ne le redisons jamais assez, seront les citoyens de demain.